

# ET SI SEULEMENT...

chronique subjective de l'année 2018  
sur la zad de Notre-Dame-des-Landes,





Ce texte a été écrit en septembre par un habitant de la zad, il s'est inspiré de nombreux textes de 2018 auquel il est possible de se référer : la plupart se trouvent sur le site de la zad : [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org)

- La route des 10 cordes, à propos du conflit sur la D281, par 2 occupant.e.s
- zad – seconde manche, écrit par « des voix communes » en mars, avant les expulsions.
- tank on est là, écrit par le CMDO après la première phase d'expulsion
- Lettre aux comités locaux et à toutes celles et ceux qui aimeraient comprendre où on en est sur la zad écrit par des membres du POMPS en mai
- A propos de la signature des COP, communiqué d'habitant.e.s en juin
- La fin de la zad, le début de quoi ? Par des membres du POMPS, en juin
- différents textes du site [zadibao.net](http://zadibao.net), les battements du bocage.

Comme son titre l'indique cette chronique ne prétend en aucun cas à l'objectivité. Elle part même d'un parti pris : celui de la nécessité momentanée, tactique, du compromis, contre le raidissement idéologique dans lequel certain.e.s se sont malheureusement enfermés ces derniers mois. Et aussi, surtout, d'un espoir : que sur les ruines du désastre des deux opérations militaires de cette année, quelque chose de beau, de transgressif, de dangereux pour le pouvoir, subsiste encore sur la zad, impatient de s'en échapper et de se propager.

# L'ivresse de la victoire

Certain·es la pensaient possible depuis des années. Les plus optimistes depuis 2014 : quand le mouvement avait résisté à la pression étatique après la grande manifestation du 22 février. Le gouvernement avait eu peur et menacé ferme. Les associations avaient été sommées de se dissocier « des terribles groupes de perturbateurs armés » qui avaient mis Nantes à feu et à sang. Les structures paysannes avaient été menacées de perdre leurs subventions et la justice avait agité la promesse de peines exemplaires pour la piétaille des illégaux. Ça s'était engueulé ferme parmi les opposant·es ! Mais quelques mois plus tard, quand le gouvernement avait fait mine de vouloir raser la ferme de *Saint-Jean-du-Tertre* tout juste expulsée, les rangs s'étaient aussitôt resserrés. Pas question de céder. Face à un aéroport il n'y a rien à négocier : il se fait ou il ne se fait pas. Et ce 17 janvier 2018 c'est cet impensable qui arrive, la victoire. La victoire, enfin.

Ils et elles sont une bonne centaine agglutiné·es dans l'accueil de la *Rolandière* à attendre les paroles du Premier ministre. Des indices laissent penser que l'abandon sera annoncé. Mais pour celles et ceux qui luttent depuis tant d'années, impossible de ne pas sentir le stress monter en attendant la déclaration. Impossible aussi de rester chacun·e chez soi, isolé·e, tant cette victoire est le fruit d'un travail collectif.

« *En conséquence, le projet d'aéroport de NDDL est abandonné* ». Un naturaliste dans la salle s'esclaffe : « *On dirait qu'il est en train de chier des oursins* ». Et il est vrai que

l'austère Premier ministre n'a pas le beau rôle, lui qui doit annoncer que l'État, après moult tergiversations, renonce à détruire le bocage. Édouard Philippe a beau se retrancher derrière des arguments techniques, mettre en avant la commission d'expertise, il le sait, les gens dans la salle de la *Rolandière* le savent, à vrai dire tout le monde le sait : c'est la victoire sans appel du mouvement anti-aéroport auquel on assiste à ce moment-là. La victoire de l'union improbable des barricades et des recours juridiques, des patients relevés naturalistes, de la mobilisation citoyenne et de la furie émeutière. Dur pour les opposant·es de contenir leurs larmes, de contenir leur joie. Ils et elles n'essaient guère d'ailleurs. Certain·es se jettent dans la direction du phare, l'escaladent. Une banderole est déployée au sommet qui proclame sobrement, « *Et toc !* ». Quelques fumigènes sont allumés, une bouteille de champagne ouverte, l'émotion est palpable, immense.

Puis un cortège se forme, car cette victoire commune, les personnes présentes ont envie de la dédier aux paysan·nes et habitant·es qui n'ont jamais cédé alors même que leurs maisons et exploitations étaient menacées d'être rasées. La foule s'ébranle, se dirige vers la *Wardine* rejoindre une partie des occupant·es qui attendaient l'annonce sur place puis se dirige vers le *Limibout*, s'engouffre dans l'auberge des *Q de Plomb*. Petit Claude, l'aubergiste, ému, offre une tournée de muscadet et refuse le discours qu'on lui réclame. « *A la vôtre !* ». Dans l'étable à côté, Sylvie et Marcel, qui n'ont pas cessé le travail pour si peu, sont ovationnés. Leur détermination, la force tranquille qu'ils dégagent, n'auront pas été pour rien dans cette victoire. Tout ce petit monde se dirige ensuite vers la *Vacherit* où les festivités doivent se tenir, de loin en loin de petits groupes y convergent aussi. Sur place, c'est du délire, embrassades, cris de joies, chansons à tue-tête, la victoire

déborde de tous les cœurs. La plupart des présent·es savent qu'elle sera de courte durée. Les paroles d'Edouard Philippe sur la nécessité d'évacuer la D281, l'injonction à partir avant la fin de la trêve hivernale ou à être expulsé·es par la force, tout cela a été entendu. Mais cet après-midi du 17 janvier il n'est pas question de bouder son plaisir : on s'engueulera demain, on le sait, mais ce soir, c'est le temps des célébrations.



# La gueule de bois

Dès le lendemain, une Assemblée extraordinaire se tient à la *Wardine*. La salle est comble. Quelques minutes à peine pour se congratuler et les opposant·es rentrent dans le vif du sujet : la réouverture de la fameuse « route des chicanes », clairement exigée la veille par le chef du gouvernement. Du reste il n'est pas le seul à la vouloir : les paysan·nes la souhaitent depuis des années, les comités locaux les plus proches sont là pour rappeler qu'une fois le projet d'aéroport abandonné, eux comme les autres riverain·es, souhaitent pouvoir à nouveau circuler sur cette route qu'ils et elles n'osent souvent pas emprunter. Très vite, les discussions se tendent. S'enveniment. Les vieilles tensions ressortent de même que les incompréhensions. Au point que Copain et les membres de la Coordination décident de sortir de la salle un quart d'heure pour revenir avec ce qui ressemble fort à un ultimatum : ils et elles vont nettoyer la route dès le lundi prochain. Seule concession : l'emblématique maison de *Lama Fâché*, qui occupe la moitié de la voie au croisement avec la route des *Fosses Noires*, sera conservée. Le ton monte dans l'assemblée. Il faut dire que les engueulades sur ce sujet ne datent pas d'hier. Le passage en force à l'assemblée de Copain et de ses alli·es peut donc se comprendre comme la volonté d'avancer vers la résolution de ce conflit ancien sans attendre l'impossible unanimité côté occupant·es. Mais la rapidité de la décision va en braquer beaucoup et nombreux·ses sont celles et ceux qui s'interrogent : la situation aurait-elle pu être différente si le mouvement s'était donné plus de temps pour construire cette décision de manière plus collective ?

On peut raisonnablement imaginer que l'annonce gouvernementale a été soigneusement préparée : en visant la route, elle sait attaquer un des points faibles du mouvement. La suite lui donnera raison. Le chantier de déblaiement commence sous tension : une partie des soutiens extérieurs venus filer la main réalisent, un peu mal à l'aise, que tout le monde sur place ne partage pas l'enthousiasme annoncé pour la « libération » de la route. Pour la plupart de celles et ceux qui vivent à ses abords c'est un déchirement, la crainte que des véhicules y circulent à nouveau à toute vitesse au détriment de leur vie de quartier et des animaux, domestiques ou non, qui se sont habitués à y circuler paisiblement.

La peur que la route, une fois dégagée, ouvre un boulevard aux forces de l'ordre lors d'une future opération d'expulsion présente dans toutes les têtes. Enfin, les habitant·es des lieux en bordure de route ont l'impression que le mouvement les lâche qu'il les laisse seul·es face aux forces de police qui depuis des semaines déjà sillonnent les alentours, font des repérages, les intimident.

Mais l'opinion majoritaire est tout de même qu'offrir la route à un gouvernement défait est un geste d'apaisement raisonnable alors qu'on s'apprête à entamer avec lui des négociations au long cours sur l'avenir de la zad. Alors les chicanes tombent, les unes après les autres. Le soir pourtant la douche froide tombe : la Préfecture qui avait donné son accord de principe pour le maintien de *Lama Fâché* annonce aux représentant·es de Copain que le ministère de l'Intérieur a refusé le compromis. Les paysan·nes décident alors qu'ils et elles assumeront le démontage de la maison, pas de gaîté de cœur, mais parce qu'ils ne veulent pas que ce soit l'État qui s'en charge.



Les occupant·es se retrouvent le soir même pour discuter de cette nouvelle donne. Si une majorité soutient la démarche paysanne et s'inscrit dans un processus, déjà entamé de négociation avec l'État, nombreux·ses sont ceux et celles qui annoncent refuser la destruction de la maison, quitte à s'y opposer par la force. La stratégie gouvernementale fonctionne à plein, provoquant la désunion entre allié·es d'hier. Tout le monde repart écoeuré de la discussion, qui par le « manque de pensée stratégique » des un·es, qui par le « reniement de ce qui a fait la force de la zad » des autres. La suite du déblaiement se fait dans la colère et creuse de profondes blessures dans le mouvement d'occupation.

Dans les temps qui suivent, la question de la route reste très prégnante : beaucoup d'opposant·es pensent qu'une fois la route dégagée, il est normal de laisser les services départementaux la remettre en état. Quelques personnes minoritaires décident cependant de bloquer les travaux. La Préfecture saisit l'occasion pour déployer un imposant dispositif policier, prétextant la nécessité de protéger les travailleurs, qui n'en demandaient pas tant. Pour quelques ingénieurs venant faire des relevés, on assiste parfois à un déploiement de dizaines de fourgons sur la route. Des gendarmes, arme au poing, menacent celles et ceux qui tentent de s'approcher. C'est, au contraire de l'opération César, une occupation militaire, pendant des semaines, avant même le début des expulsions. Par ailleurs, les forces de l'ordre en profitent pour faire un important travail de reconnaissance, de fichages, déployant leurs drones et n'hésitant pas à fouiller les cabanes isolées. Les occupant·es sont divisé·es sur la réponse à adopter et les autres composantes réagissent peu, alors même qu'elles s'étaient fermement engagées à défendre tous les lieux de vie contre les expulsions. En quelques jours, l'unité du mouvement a volé en éclats.

Cette gueule de bois, certain-es s’y attendaient. Un occupant disait d’ailleurs durant l’hiver 2017 qu’il avait énormément de mal à se projeter dans l’après-victoire, parce qu’il n’arrivait pas à imaginer comment ce futur pouvait être aussi désirable que le présent et le champ des possibles qu’ouvrait l’absence de l’État de la zone. Alors, évidemment, la victoire, aussi belle soit-elle, contenait un peu de cela : la nécessité de faire le deuil de la « zone de non-droit » dans laquelle avait fleuri tant de projets qui n’auraient pas survécu à l’armada de normes, protocoles sanitaires et autres réalités administratives dont les occupant-es avaient su se débarrasser pendant cinq longues années.

Le 10 février, un nouveau rassemblement sur la zad célèbre la fin de la déclaration d’utilité publique d’une manière spectaculaire. Des dizaines de milliers de personnes ont fait le déplacement. De nombreuses luttes sont représentées : symbole de la zad, un triton crêté de près de 30 mètres de long et nécessitant au moins autant de porteurs et porteuses, ouvre la marche. Le suit un crocodile, venu spécialement de Rennes<sup>1</sup>, un faux fût radioactif ramené par les opposant-es à l’enfouissement de déchets nucléaires à Bure et des engins de constructions par les occupant-es de la zad de Roybon<sup>2</sup>... puis un impressionnant dragon, aux narines fumantes, symbole d’une lutte sur le plateau des Millevaches contre l’exploitation sylvicole intensive. Arrivé au terme de la déambulation dans un champ en face de la ferme de *Bellevue*, celui-ci crache du feu et embrase la carcasse en bois d’un avion piteusement fiché

1 Pendant le mouvement contre la loi Travail une manifestation avait débordé le dispositif policier et dévalisé un magasin Lacoste. Le célèbre crocodile de la marque avait ensuite été repris, par dérision, comme symbole par le mouvement autonome rennais.

2 Sur la commune de Roybon, près de Grenoble, la forêt des Chambarans est occupée depuis novembre 2014, contre la construction d’un Center Parcs par le groupe Pierre et Vacances.

dans le sol, tandis que des camarades de lutte de toute la France dansent autour l'air radieux. « Enracinons l'avenir », affirment les organisateurs et organisatrices. Mais les personnes qui ont répondu à leur appel sont malheureusement nombreuses à se sentir moins concerné par la suite. Pour elles, une fois l'aéroport abandonné, la lutte de Notre-Dame-des-Landes est gagnée. Combien d'occupant-es, choqué-es, ont entendu cette petite question innocente : « Mais alors, maintenant, vous allez rentrer chez vous ? ». Dur à entendre pour celles et ceux qui vivent là, parfois depuis dix ans, qui y ont construit leur vie, leurs amitiés et qui entendent continuer à défendre ce territoire. Ils et elles ne savent que trop bien les appétits de la FNSEA et de la chambre d'Agriculture et partagent l'inquiétude des naturalistes devant la fragilité de l'écosystème, menacé par les risques de destructions de haies et d'agrandissement des surfaces exploitées. Qui pourrait dès lors prétendre sereinement que le combat est gagné ?



# La nouvelle vague

Pour conjurer la menace du retour des forces de l'ordre, le mouvement se mobilise : la délégation inter-composante imaginée comme seule interlocutrice face à l'État prend forme. Elle va réunir un naturaliste, un paysan résistant de la zone, un membre de l'Acipa, une de la Coordination, un de Copain et trois occupant·es. Choisir qui envoyer serrer la main de la Préfète n'aura pas été chose facile pour les membres du mouvement d'occupation : entre crise de confiance interne, fonds politique profondément anarchiste et refus du vote..., il faut de longues semaines de palabres et un ersatz d'élections sans candidat·es pour aboutir à former un groupe d'une dizaine de personnes qui choisit en son sein les trois qui iront à la négociation.

L'objectif de la délégation est d'abord assez simple : porter la voix de l'Assemblée des usages et la revendication inscrite dans le marbre des *6 points pour l'avenir de la zad*. Réaffirmer la volonté que les paysan·nes historiques retrouvent l'usage de leurs terres, que les occupant·es puissent rester, que leurs projets soient dans les normes ou non, que les terres issues de la lutte soient gérées par une entité issue du mouvement. À cela s'ajoute la demande d'amnistie pour les personnes inculpées ou poursuivies dans le cadre de la lutte. Mais l'État sait que le mouvement a perdu de la force, les dissensions s'affichent sur les sites internet alternatifs. Les énergies s'émeussent, les ressentiments rendent chaque jour plus difficile l'ambiance des assemblées, qu'une partie des occupant·es, refusant de rentrer sur le chemin de la légalisation, désertent. Pourtant d'autres affirment : « *Dans l'optique que la zad continue à se déployer, l'idée que tout devrait être légal ou tout rester illégal sont les*

*deux faces d'une même (mauvaise) pièce.<sup>3</sup> »*

C'est donc une délégation sans guère de puissance mobilisatrice qui demande rendez-vous à la préfecture de Loire-Atlantique. La préfète ne s'y trompe guère et annonce la couleur dès leur première rencontre le 28 février 2018 : « *Ce serait vous mentir que de vous dire qu'il n'y aura pas d'expulsions.* ». Et d'affirmer qu'il n'y aura pas de second Larzac, qu'elle refusera toute solution collective, alors que la délégation réclame la mise en place d'une convention d'occupation précaire (COP) globale pour tous les projets de la zad. Il s'agit d'un choix éminemment politique, dicté par le gouvernement, d'une revanche contre celles et ceux qui auront réussi à faire plier le pouvoir, et enfin d'une volonté de détruire cette force commune, en tentant de reléguer la question à celle de simples parcours d'installations paysannes. Dans les assemblées des usages, l'intransigeance de l'État rencontre des réactions très différentes. Certain·es trouvent normal qu'il demande le retour au droit, haranguent les occupant·es en leur demandant d'accepter de signer des COP individuelles. D'autres estiment qu'il n'est pas possible d'abdiquer sans lutter, qu'une aventure collective aussi longue ne peut décemment pas rentrer dans les clous aussi facilement, même s'ils et elles sentent bien que le rapport de force a clairement changé, en leur défaveur. C'est donc dans le stress et l'inquiétude que le mouvement attend de savoir quelle forme prendra la prochaine vague d'expulsion, annoncée pour fin mars, à la fin de la trêve d'hiver.

Début avril, les rumeurs d'intervention s'amplifient, l'immense réseau solidaire de la zad fonctionne à plein et le téléphone d'urgence reçoit quasiment en temps réel les déplacements

<sup>3</sup> Dans « *zad – Seconde manche* », texte écrit par des occupants et signé des voix communes, mars 2018

imposants de militaires qui se concentrent autour de la zone. Les médias annoncent une intervention massive avec plus de 2 500 gendarmes, des drones, des hélicoptères et c'est une première, des véhicules blindés.

« *Ils arrivent !* » Ils n'auront pas traîné. Lundi 9 avril, les occupant·es se réveillent à 2 h 40 au son des premières grenades. L'opération se concentre d'abord sur l'ancienne route des chicanes, comme par une volonté de narguer celles et ceux qui ont fait le pari de la négociation et poussé à ce que cette route soit dégagée. Dégagée, elle ne l'est évidemment plus d'ailleurs, tant la certitude de l'expulsion était ces derniers jours dans toutes les têtes. La nuit précédente, un cortège incessant des tracteurs a tenté de dresser de trop fragiles barricades pour limiter l'accès aux lieux habités qui bordent la route. Pourtant, il faut à peine une demi-heure aux militaires pour arriver au carrefour où a été reconstruite *Lama Fâché*. Aussitôt la cabane est encerclée. Leur dispositif se renforce et dès l'heure légale, 6 h, les gendarmes entament le travail de destruction. La liste des lieux qui disparaissent sous les coups de pelleteuses s'égrène tout au long de la journée, via les talkies walkies, Radio Klaxon et le site internet de la zad. *Lama Fâché* et sa tour, une plateforme de 20 m<sup>2</sup> à plus d'une dizaine de mètres de haut, montée en quelques jours, la caravane de *Bison futé*, les *Planchettes* et les *Planchouettes*, une cabane en face des *Vraies Rouges* et la *Noue Non plus...* En fin de journée, l'emblématique *100 Noms* est détruite, malgré la présence sur place d'une imposante chaîne humaine. En détruisant un lieu de vie qui regroupe un hangar agricole et un projet maraîcher, l'État affirme ne pas vouloir faire de distinction : toutes celles et ceux qui ont refusé de rentrer dans le moule proposé risquent l'expulsion. Cela provoque une réaction forte, même si très tardive, des franges citoyennes du mouvement qui s'étaient peu engagées dans la résistance. Cependant, c'est insuffisant pour réellement changer le rapport

de force dans les jours qui suivront.

Très vite le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, annonce qu'il vise l'expulsion d'une quarantaine de lieux (sur quatre-vingt-dix recensés) et que le dispositif policier sera maintenu ensuite tant qu'il sera nécessaire pour qu'il n'y ait pas de nouvelles occupations. Le lendemain le bal macabre recommence à l'aube avec sa litanie de nouvelles destructions, *Chèvreerie*, *Pimkie*, la *Boite noire*, etc. Les actions de solidarité se multiplient également : près d'une centaine de rassemblements partout en France, des mairies envahies, les étudiant·es de l'EHESS occupent leurs locaux, et des messages de soutien affluent de partout, de communautés indigènes en luttés au Mexique, de camarades en Palestine ou au pays basque. Des militant·es breton·nes convergent vers l'usine d'armement Nobel-Sport, où sont fabriquées notamment les grenades lacrymogènes. Des ancien·nes appellent à constituer sur la zad un camp de résistance des cheveux blancs, vite nommé *les vieux fourneaux* en référence à la bande dessinée du même nom. Des tribunes fleurissent dans la presse émanant de syndicalistes, architectes, chercheur·ses, associations de défense de la nature ou du droit au logement, pour demander l'arrêt immédiat de l'opération.



Le mercredi, les affrontements se concentrent devant les *Vraies Rouges*, dont les opposant·es craignent la destruction. A midi, une poussée leur permet même de reprendre un peu de terrain et d'avancer, menée par une *batucada*, vers l'ancienne route des chicanes. Mais la désillusion est à la hauteur de ce bref espoir : soudain ils et elles sont repoussé·es violemment, noyé·es sous les gaz, tandis que de nouvelles forces militaires progressent du sud dans un mouvement extrêmement bien orchestré, en passant par la ferme occupée de la *Grée*, et de l'ouest à partir du carrefour de la Saulce. L'étau se resserre devant les *Fosses Noires* et si la contre-attaque s'arrête là, et les opposant·es conscient·es du rapport de force très défavorable ne peuvent que conclure qu'elles et ils viennent d'assister à une démonstration : les forces de l'ordre progressent comme elles l'entendent et la résistance physique est insuffisante à les arrêter. D'ailleurs certain·es désabusé·es le reconnaissent : voir les blindés continuer à progresser, déblayant des barricades sous les tirs nourris de cocktails molotov, est quelque peu déprimant.

Le jeudi 12 avril, la préfecture annonce officiellement la fin de l'opération d'expulsion. Pour les gendarmes, reste l'objectif d'empêcher toute reconstruction et de garder les routes circulantes : autant dire que les combats ne vont pas cesser pendant plusieurs jours, même si leur niveau d'intensité va décroissant. En quelques jours, 11 000 grenades ont été tirées, plus de 200 personnes blessées. Un tiers des lieux de vies, concentrés à l'est de l'ancienne route des chicanes a été rasé. Quelques cabanes vont encore être détruites, au mépris des déclarations faites, la *Mandragore*, *l'Isolette*. C'est une guerre psychologique qui se met en place avec une occupation voyante du territoire, défilé quotidien de blindés et fourgons, contrôles aléatoires sur les routes. L'hélicoptère continue de survoler la zone et de rappeler que le territoire est désormais



sous contrôle. Il y aura tout de même une résistance sur le terrain, des barricades qui continuent à pousser chaque nuit, des tentatives régulières de reconstruction à l'est, des jardins replantés.

Le dimanche 15 avril, un appel à réoccupation réunit entre 5 et 10 000 personnes qui parviennent à déjouer les barrages policiers pour se retrouver à *Bellevue*. Les opposant·es tentent de se diriger vers le *Gourbi* pour y reconstruire un lieu collectif mais malgré l'énergie déployée, la structure en bois portée à travers champs ne parvient pas à son objectif et le cortège se retrouve noyé sous la lacrymo. Finalement, à la nuit tombée, une fois les gendarmes partis, quelques centaines de personnes soulèvent une nouvelle charpente plus imposante, monté dans l'après-midi et la porte, à pied à destination. Moment incroyable, éphémère, puisque la construction sera détruite le lendemain, mais témoignant de la détermination partagée à résister.

Quel bilan tirer de cette première vague d'expulsion ? D'abord que ce n'est pas une réédition de l'opération César de 2012, même si évidemment la comparaison est dans toutes les têtes. Ce ne sont pas les lieux en dur qui ont été attaqués cette fois mais les cabanes : il ne s'agit plus en effet de détruire tout ce qui gêne la construction d'un futur aéroport mais de lisser l'habiter sur un territoire qui a vocation, personne ne le nie, à rester peuplé. Cacher ces cabanes que nous ne saurions voir, gommons ces formes de vie insupportables au pouvoir. Vous prétendez vivre de rien dans des habitats que nos normes affirment insalubres ? Le pouvoir se gargarise d'écologie, mais ne peut supporter de voir des gens la vivre en acte. Quelques têtes bien pensantes du mouvement semblent partager l'analyse et les volontés normatives du gouvernement. Françoise Verchère, porte-parole du Cédpa, le collectif des élu·es contre l'aéroport, fait par voie de presse la morale aux occupant·es,

incapables de se débarrasser de leurs « extrémistes ». Quand à Julien Durand, figure historique de l'Acipa, il clame dans les journaux en avoir plus que sa claque des « anarchistes » qui n'ont vraiment pas le sens des réalités. Idiot·es utiles, les occupant·es sont sommé·es de rentrer dans le rang. La préfète n'a-t-elle pas fait d'ailleurs un geste formidable en proposant, après plusieurs jours de destructions, un formulaire simplifié pour signer les COP individuelles ? Voilà une main tendue qui ressemble à s'y méprendre à une grande claque dans la gueule !



La Préfète accueillie sur la zad par une rangée de culs, mars 2018

# Toute.s fiché.e.s ?

V se met en place pour que les projets soient construits, pensés et portés collectivement. Ils sont imbriqués les uns dans les autres et présentés comme inter-dépendants pour éviter que certains puissent être laissé de côté. Les occupant.e.s prennent tellement au sérieux ce nouveau champ de bataille que leurs adversaires sont vite obligés de recruter des fonctionnaires supplémentaires à la Direction Départementale du Territoire, organe de la Préfecture qui va faire l'arbitrage !

Au final ce sont près de 40 dossiers qui sont déposés. Tous ne sont pas agricoles mais seuls ceux là seront examinés, et encore, seulement les quinze qui présentent le plus d'avancées. Ils seront tous validés par la signature d'une COP. C'est peu, la protection que cela donne est faible mais le geste a été fait. L'opinion publique comprendrait mal que les projets validés soient attaqués par la suite. Quid des autres projets ? Leur examen est renvoyé à... début octobre ce qui paraît incompréhensible alors que la date butoir de mi mai a obligé tout le monde a travailler dans l'urgence. Et que va t-il advenir des projets non agricoles ? Notre-Dame des Landes est elle vouée à être le seul territoire où ne peuvent subsister que des paysans ? Parlant de la bibliothèque du Taslu, la Préfète le reconnaîtra d'ailleurs dans la presse, tardivement et avec un mépris tout citadin, « *c'est vrai qu'à la campagne les gens lisent aussi !* ».

En tout cas le BADA a bien travaillé. Les quinze fiches validées sécurisent près de 170 ha de terres et 60 lieux de vie sur les 70 subsistants. Quelques occupant.e.s ont fait le choix de ne pas s'inscrire dans ce processus : parce qu'ils ne veulent rien négocier avec l'État, parce qu'ils refusent le chantage exercé et que de manière générale ils opposent à toutes formes de légalisation. De fait ils savent qu'ils s'exposent à subir la deuxième vague d'expulsion qui intervient dès le 17 mai. Au petit matin le directeur général de la gendarmerie, le général Lizurey, se paie le luxe de venir en personne donner aux occupant.e.s une carte des lieux « à déconstruire ». La Chateigne, Puiplu, la Vosgerie, la Datcha, le Domaine, le Poenix, Ker Terre, la Gare, La Freuzière et la Tarte sont vite encerclés et détruits. Le bilan de ces deux jours d'intervention est amer : 1500 gendarmes d'un côté, une très faible mobilisation de l'autre, les « sans-fiches » ont l'impression d'avoir été lâché par le mouvement. Ceux qui ont signé sont quant à eux nombreux à s'énerver de ce qu'ils considèrent comme de la raideur idéologique. Pourquoi accepter un combat qu'on ne peut pas gagner se demandent t-ils ? Le week-end suivant la mobilisation de réoccupation ne réunit cette fois que quelques centaines de personnes.



La Noue non plus après le passage des machines

Le temps est venu de panser ses blessures et de faire le bilan de ce qu'il est encore possible d'imaginer sur ce territoire meurtri. Les expulsions auront profondément modifié la géographie de la zone : son centre de gravité s'est à nouveau déplacé à l'ouest. La route des chicanes désormais fait rupture entre une partie encore debout et une autre dévastée. Loin à l'est, encore plus isolés, La Noé verte et le Haut-Fay n'ont pas été touchés par les opérations.

# Par tous les moyens possibles

De ce qui s'est vécu sur la zad ces dernières années, beaucoup appartient définitivement au passé. Jadis plus grand squat d'Europe à ciel ouvert, la zone s'est définitivement orientée vers la voie de légalisation. Jusqu'où cela ira-t-il ? De nombreuses incertitudes demeurent mais une fois passée la fièvre des expulsions le gouvernement semble finalement peu enclin à précipiter les choses : à l'arrivée de l'automne la majorité des habitations sont toujours illégales, les constructions continuent à pousser au mépris des règles d'urbanisme et sans autorisations préalables, les jardins reprennent et de multiples projets agricoles hors cadres subsistent. Rien n'est fini et tout commence. Le projet d'aéroport a préservé la zad de l'agriculture industrielle qui a sévi partout autour depuis, avec son lot d'agrandissement des parcelles, de destructions des haies, de recours systématique aux pesticides et autres engrais chimiques. C'est tout cela qui guette désormais, une zone qui est encore à défendre. En luttant contre l'aéroport et son monde toutes et tous savaient que la victoire contre l'un ne serait que le début d'un nouveau combat. Nulle victoire si les pistes d'avions laissent place à quelques exploitations agricoles industrielles, un territoire éco-compatible muséifié, ou un énième centre commercial pour l'agglomération nantaise. De fait, les tensions sur les questions foncières vont très vite prendre de l'ampleur. Les paysan·nes cumular·es se regroupent dans l'Ameleza, l'association pour le

maintien des exploitations légales sur l'ancienne zone aéroportuaire. Bien que compensé-es pour les terres qu'ils et elles possédaient sur la zad, ils et elles exigent de les récupérer, entrant ainsi en conflit direct avec la volonté des opposant-es d'en conserver l'usage.

Dans la prolongation du travail engagé par l'Assemblée des usages sur le devenir des terres, ceux-ci réfléchissent à la possibilité de les racheter, même si recourir à la propriété n'est pas une évidence politique pour tous et toutes. L'État a en effet annoncé qu'il ne souhaitait pas les conserver. Le Conseil général quant à lui, exige la rétrocession des parcelles préemptées pour le projet, 895 hectares soit plus de la moitié de la zone, sans dire précisément ce qu'il compte en faire, si ce n'est réaffirmer sa vocation agricole. Le 5 juillet, lors d'un déplacement du Premier ministre à Nantes, l'État signent avec le Conseil général un premier protocole d'accord.

Après des mois de réflexion l'Assemblée valide en juillet la création d'un fonds de dotation, structure hybride entre la fondation et l'association, appelé « La Terre en commun ». C'est l'une des seules formes juridiques permettant l'acquisition de terres et d'habitats de manière collective, sans système de parts ou d'actions<sup>4</sup>. Parallèlement, la commission habitat de l'Assemblée planche sur la défense des manières d'habiter originales qui se sont développées tout au long du

*4 « Cela signifie que le projet ne peut être fragilisé par des personnes voulant récupérer leurs parts, et que le pouvoir n'est d'aucune manière liée aux sommes apportées. Les décisions sont prises par un Conseil d'administration constitué de personnes mandatées et non de bénéficiaires potentiels. »* extrait du site internet du fonds de dotation : [encommun.eco](http://encommun.eco)

mouvement d'occupation.

« Confronté à l'injonction à la régularisation, à l'acharnement à faire rentrer nos vies dans des cases étroites, il s'agit pour nous de revendiquer nos modes de vies et d'être capable de les défendre et les expliquer. [...] C'est sans aucun doute un exercice étrange que de délaisser la barricade pour écrire une contribution au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Commune d'Erdre et Gesvres (CCEG). Mais les deux participent à un même élan, défendre, encore et toujours, la zad, ce qui s'y vit et ce qui y est encore en devenir. »<sup>5</sup>

En effet le futur PLUI, applicable fin 2019, ne prend pas en considération la spécificité de la zad, qui n'y apparaît que comme « zone agricole ». La commission décide alors de réaliser son propre document d'analyse. Envoyé aux élu.e.s de la CCEG puis rendu public, il se veut « un état des lieux précis, apte à répondre aux enjeux posés : ménager l'environnement, conjuguer sauvegarde de la biodiversité et maintien d'activités humaines, agricoles ou non »<sup>6</sup>. À la fois diagnostic paysager, agricole, environnementale et des formes d'habiter, il s'appuie notamment sur le travail minutieux des naturalistes en lutte pour montrer en quoi les formes de vies qui se déploient dans le bocage sont les plus à même de le préserver.

<sup>5</sup> *Tiens voilà le PLUi ! Contribution au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal pour l'avenir de la ZAD*, zad.nadir.org, 11 octobre 2018. Le document envoyé aux élus y est disponible dans son intégralité.

<sup>6</sup> idem



Pendant ce temps, les négociations entre l'État et le Conseil général finissent par aboutir et les deux parties signent le 18 décembre un accord ouvrant la voie à un transfert de propriété vers le Conseil général effectif au premier trimestre 2019. Le Département, par la voix de son président, déclare que son objectif est d'« accompagner l'émergence d'une nouvelle dynamique de territoire autour des enjeux agricoles et environnement »<sup>7</sup>. Pour autant rien n'est dit du caractère spécifique de la zone, ni des types d'habitat qui s'y déploient.



<sup>7</sup> Communiqué de presse commun de la Préfecture et du Département de Loire-Atlantique, 18 décembre 2018.

# Doutes

Mais sur quelles forces compter dans ce nouveau combat au long cours ? Que reste-t-il du mouvement anti-aéroport, du fragile équilibre entre personnes de sensibilités différentes, une fois la victoire acquise ? Pour toutes et tous, la tentation est grande de repartir dans sa zone de confort. L'Acipa, la principale association anti-aéroport, s'est dissoute fin juin. La colère est grande : nombre de·ses adhérent·es y voient une trahison de la parole donnée au mouvement d'occupation de soutenir durablement ce qui se vit sur la zad. Les différentes organisations de Copain peinent aussi à trouver un accord sur la meilleure manière de poursuivre le combat. Parmi les occupant·es, les embrouilles, le refus de la légalisation pour certain·es, la volonté de s'organiser dans des cercles restreints et plus affinitaire pour d'autres, ont fait exploser bon nombre des cadres communs. Il n'y a plus de réunion des habitant·es, plus de Cycle des douze. Le non-marché peine à survivre. L'émetteur de RadioKlaxon a été démonté, faute de personnes pour faire vivre la radio pirate. La plupart des projets agricoles collectifs sont en suspens... pris en étau entre l'injonction à la rentabilité économique et le questionnement sur les éventuels débouchés.

# Métamorphose(s)

Il y a bien quelque chose de changé. L'indispensable unité imposée par la lutte commune n'existe plus. Pourtant, tout n'est pas noir. La volonté de nombreux opposants à faire vivre d'autres possibilités d'existences sur ces terres humides est toujours bien présente. De l'effacement progressif des différentes composantes se dégage quelque chose de riche, de nouveau. Trop souvent, elles isolaient les individus les uns des autres, les renvoyaient à des identités séparés, pré-construites. Côte à côte, sans trop se mélanger, se côtoyaient occupants, associations, paysans, naturalistes. Mais les années de rencontres et la nouvelle situation a amené chacun à nuancer ses positionnements. Ce qui se joue alors n'est donc pas la décomposition inéluctable d'une alliance dépassée mais bien la recomposition des forces en présence.

Ainsi, les anciens de l'Acipa qui souhaitent continuer la lutte, ont rapidement créé une association, « Notre-Dame-des-Landes, Poursuivre Ensemble ». S'ils sont moins nombreux. Si leur effectif est plus réduit, ils et elles sont aussi plus au clair sur leurs objectifs communs : localement, soutenir les projets des nouveaux habitants et habitantes, plus largement, contribuer à la lutte contre tous les grands projets inutiles. De leur côté, les paysan·nes de Copain réfléchissent à d'autres manières d'apporter leur aide aux habitant·es de la zad, et la

frilosité de la Confédération paysanne est contre-balancée par tous les liens d'amitiés interindividuels qui se sont créés avec les occupant·es.

Sur la zone, l'heure du bilan est sans doute arrivée. À terme, il paraît assez évident que le profil de celles et ceux qui resteront sera plus uniforme : de nombreuses personnes, qui ne s'y retrouvent plus, ont préféré partir vers d'autres horizons. Pour autant, prétendre qu'avoir fait le choix tactique de la légalisation implique vouloir tout légaliser, relève de la caricature : pour la plupart des personnes qui souhaitent rester l'objectif n'est pas de rentrer dans les clous mais bien de continuer la lutte. Comme l'affirment des habitant·es de la zad ayant fait le pari des COP dans un communiqué de juin 2018,

*« le rapport au monde que l'on défend ne rentrera jamais, ni dans le cadre étatique, ni dans une fiche. C'est pourquoi nous devons toujours batailler pour lui, comme nous avons bataillé hier contre le bétonnage »<sup>8</sup>.*

Déjà, elles et ils s'attellent de manière concrète à construire une base arrière susceptible de renforcer d'autres combats ailleurs. La puissance matérielle héritée d'années de lutte, les réseaux de solidarité développés au fil du temps, permettent d'imaginer une capacité renouvelée à intervenir dans les métropoles voisines, à soutenir les combats qui s'y

<sup>8</sup> « À propos de la signature des COP », communiqué d'habitant.e.s, juin 2018 sur [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org)

développeront. Déjà, durant l'été le chantier de l'*Ambazada* a symbolisé la volonté de s'ouvrir aux luttes internationales. Fin août, son inauguration en grande pompe, clôturant les deuxième « rencontres intergalactiques », a réuni plusieurs centaines de personnes. En parallèle, la ferme de *Bellevue* abritait des discussions « pour retrouver du souffle » où milieux autonomes, étudiants et syndicalistes, de Nantes et d'ailleurs, faisaient d'un même geste le bilan des mobilisations passées et la préparation de la rentrée sociale. Les contacts, nés de rencontres dans la rue lors de la contestation de la loi Travail en 2016 ont continué à s'approfondir. Ils se réactivent lorsqu'à l'automne 2018 le mouvement des gilets jaunes prend de l'ampleur. Nombreux·ses sont alors celles et ceux qui sur la zad se réjouissent des modes d'actions adoptées : blocages, occupations de ronds- points, manifestations émeutières. Ils et elles vont tout naturellement se joindre aux mobilisations.

Par ailleurs, ce qui a été mis en place continue à prendre de la texture, comme le Réseau cagettes. On pourrait multiplier les exemples rassurants pour l'avenir de ce qui se continue à se vivre sur ce territoire : les chantiers écoles de charpente organisés par le groupe *Abracadaboïs*, les comités de soutien qui continuent à s'investir, notamment dans le collectif des sentiers de randonnées, les moments de rencontres avec les collectifs de victimes de violences policières.

Il reste aussi de nombreux combats communs à venir. Contre la destruction de nouvelles terres agricoles par exemple. Ainsi lorsque le géant de la distribution Amazon est pressenti pour s'installer sur une plateforme logistique de 39 ha en

construction à seulement deux kilomètres de là, la résistance s'organise. Une première réunion d'informations, organisée par des habitant·e.s de la zad et l'association Notre-Dame-des-Landes Poursuivre Ensemble, réunit près de 70 riverains et riverain·es mi-décembre. À n'en pas douter, si le projet se concrétise, il trouvera face à lui des personnes déterminées à résister au modèle de société qu'il incarne.<sup>9</sup>. Les occupant·es auront probablement encore à cœur de porter une critique radicale, anticapitaliste, du monde qui les entoure. Ceux et celles qui espèrent les voir rentrer dans le rang se trompent. Comme le rappelle sobrement une banderole accrochée dans un arbre au-dessus du Gourbi, ils continuent malgré la tourmente passée de l'affirmer haut et fort :

**« nos rêves ne sont pas légalisables »**

<sup>9</sup> pour en savoir plus sur l'insoutenable organisation du travail mis en place par le géant du commerce en ligne, lire le récit du journaliste Jean-Baptiste Malet, *En Amazonie. Infiltré dans le « meilleur des mondes »*, éditions Pluriel, 2015, 192 p.





Cabane flottante, reconstruite en mi-août 2018

**Pour suivre l'actualité de la zad de NDDL :**

**ZAD.NADIR.ORG**